

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Qc) - G1K 2X1- Téléphone : (418) 525-6187 poste 222
Télécopieur : (418) 525-6081 – Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Septembre 2010
Numéro 215

Les réunions du G-8 et du G20 à Toronto en juin dernier ont donné lieu à 1100 arrestations, une première dans l'histoire canadienne. Les dépenses du gouvernement canadien pour la tenue de ces deux rencontres qui ensemble ont duré moins de cinq jours, s'élèvent à un milliard de dollars.

Le Forum social des Amériques s'est tenu du 11 au 15 août dans la ville d'Asunción au Paraguay et a réuni 5000 à 6000 délégués en provenance de près de 500 organisations de la société civile des différents pays des trois Amériques. Le CAPMO y était présent grâce à une délégation de trois membres. Les quelque 300 ateliers qui s'y sont déroulés nous ont permis de dégager un vision commune et un fort consensus sur les alternatives au modèle de développement néolibéral, aliénant, polluant, violent et destructeur des communautés.

La rencontre mensuelle de septembre s'est donc déroulée autour de ces deux visions très distinctes du monde et du devenir de l'humanité. Pour les dirigeants et dirigeantes des plus grandes économies de la planète, il va s'en dire que l'environnement et les pauvres peuvent toujours attendre mais pas les profits des entreprises. À la suite de l'échec de la rencontre de Copenhague sur les changements climatiques, un front de pays du Sud, victimes au premier chef de ces changements, se sont réunis à Cochabamba, Bolivie, au mois d'avril dernier, afin de réclamer l'établissement d'un tribunal international devant traiter de Justice climatique et de la Défense des droits de la Terre-Mère. Cancun, au Mexique, en décembre 2010, sera le sommet de la dernière chance pour mettre en marche une volonté politique mondiale de lutter contre les changements climatiques.



Invitation à la rencontre mensuelle du CAPMO

Analyse de la conjoncture à
partir
d'événements révélateurs de
deux
visions du monde

*Au G-20 et au FSA,
le CAPMO
y était!*



Étaient présentEs:

Jacques Laplante
Robert Lapointe
Claude Garneau
Yves Bédard
Denise Hamel
Jean-Pierre Guay
Juliette Ouellet

Hélène Bédard
Yves Carrier
Michaël Lessard
Fernand Dorval
Dornald Lehouillier
Isabelle Blais
Renaud Blais

Philippe Ouellet
Amélie Beaulieu
Antonio de Aviles
Gérard Coulombe
Frédéric McDuff

G-8 et G-20 à Toronto

Une version plus neutre et courte fut publiée en septembre dans le journal communautaire de Québec, *Droit de parole*. Voici donc l'article original, plus descriptif et éditorial

1 000 000 000 \$

1 000 arrestations

0 progrès humain

Un résumé des événements lors des sommets des G8/G20 à Toronto

Pour le sommet du G20 à Toronto, le Canada a dépensé un milliard de dollars « en mesures de sécurité », fait procéder à 1 000 arrestations arbitraires et soumis aux chefs d'État des pays étrangers un programme de développement humain destiné aux mères n'ayant recueilli au final que des appuis symboliques. Stephen Harper a ridiculisé le Canada sur la scène internationale et scandalisé bien des gens au Canada et au Québec.

Le G8 (Groupe des huit) est un groupe de partenariat économique de huit pays parmi les plus puissants économiquement du monde, dont le Canada. Ensemble, ils représentent 61 % de l'économie mondiale. Le G20, c'est le G8, plus 11 autres pays et l'Union européenne. Le G20 fut fondé en 1999, après la succession de crises financières dans les années 1990 [source : Wikipedia].

Pour bon nombre de citoyens et citoyennes ici et ailleurs, le G8 et le G20 représentent un partenariat élitiste qui se fait *sans* les 172 autres pays membres des Nations unies, mais aussi les promesses sans effet des pays riches pour réduire l'injustice, la pauvreté et la violence dans le monde. Quand, cet été, le G8 et le G20 se sont réunis en Ontario, vous comprendrez que des milliers de gens se sont mobilisés pour dénoncer la crise écologique, les millions qui souffrent et meurent de la pauvreté ou d'un manque d'accès à l'eau potable, l'impact violent de la pauvreté sur les femmes, l'élitisme, le capitalisme et les politiques du gouvernement Harper.

Les médias nous ont présenté des moments spectaculaires la journée d'une grande manifestation, pourtant il y eut des actions du 18 au 27 juin : le Sommet des peuples (tenu lors du sommet du G8), suivi de sept journées de manifestations portant sur les droits humains, la diversité sexuelle, l'environnement, les Premières Nations, la pauvreté à Toronto, etc. Les deux dernières journées visaient plus directement le sommet du G20.

J'étais enregistré au Centre des médias alternatifs de Toronto où nous n'avons pas couvert simplement les contingents anticapitalistes fracassant certaines vitrines à un moment précis, le samedi 26 juin, pour plutôt couvrir la vaste majorité ne cassant rien, mais qui se faisait casser par la police ; pardonnez-moi cette boutade qui n'est pas vraiment drôle. Et, il faut le dire, cette répression par des fouilles illégales sur la rue et des arrestations arbitraires avaient débuté quelques jours avant les actions plus « confrontantes »

Le samedi 26 juin, le tout a commencé par une grande marche réunissant plus de 10 000 personnes de mouvements sociaux très variés, menée à l'avant-scène par les mouvements féministes, dont le parcours était strictement limité par la police. La marche officielle « Les gens d'abord » a pris fin soudainement : des milliers de gens sont restés dans les rues à manifester sur place. Des contingents anticapitalistes, estimés à environ mille personnes, dont le plus visible est le Black Block anarchiste, prévoyaient confronter la clôture de sécurité du G20, rappelant les moments du Sommet des Amériques en 2001. La police empêchant tout déplacement vers la clôture du G20, la marche se transforma en de nombreuses petites manifestations sur place, dans diverses rues. Les contingents anticapitalistes se sont mis en mouvement vers d'autres rues pour fracasser les vitrines de certains commerces. Après ces actions fracassantes, les membres de ces contingents se sont dispersés et ont quitté les lieux. Toutefois, des milliers de gens ordinaires, ne portant aucun masque, sont restés dans les rues, pendant plusieurs heures.

Ce que j'ai vu, ce sont surtout des gens de l'Ontario chantant des slogans pour les libertés civiles et dénonçant « l'État policier » (sic). J'en déduis que, comme moi, ces gens ont ressenti un « message harperien » d'intimidation et de peur qu'il fallait refuser. À de nombreuses reprises, des groupes absolument non violents furent totalement encerclés par les forces antiémeutes, empêchés de partir et transportés massivement dans le centre de détention. Pour en savoir plus sur la détention, on pourrait poser la question au chauffeur sorti de son tramway ou à la personne sortant d'un restaurant pour fumer une cigarette ; ce sont des cas réels.

Le lendemain, devant le centre temporaire de détention, une foule de gens solidaires fut terrorisée quand des agents ont sauté dans la manifestation pour capturer deux individus, dont une reportere des médias alternatifs, Lacy MacAuley : un agent sauta sur elle et la jeta au sol. Elle fut ensuite lancée dans une camionnette dans laquelle trois hommes l'insultaient et tentaient de l'humilier. Une scène particulièrement violente. Plusieurs reporters indépendants furent détenus, dont Amy Miller qui fut menacée de viol collectif par un agent déclarant : « Tu n'auras plus jamais le goût de jouer aux médias. ». Visiblement, les officiers détestaient les médias alternatifs qui, au lieu de nourrir les gens d'images d'un éphémère Black Block, couvraient froidement leurs abus contre les gens ordinaires. Toutefois, étant donné que des reporters des médias commerciaux avaient aussi été frappés et détenus, les caméras et les esprits s'étaient ouverts aux aspects arbitraires et illégaux des actions policières.

L'autobus nolisé des gens de Québec fut bloqué et la trentaine de personnes furent détenues sur place pendant plus de deux heures pour une fouille totale des bagages. C'était en fait un raid sur le centre de convergence où les militants et militantes s'entraîdaient au niveau alimentaire, pour l'hébergement, etc. Environ vingt personnes, surtout des gens du quartier, mais aussi une personne de Québec, furent arrêtées. J'y étais et nous avons toléré que nos droits soient violés par une fouille indiscriminée, sans mandat connu, pour ainsi éviter une détention punitive et répressive. La menace d'une arrestation arbitraire et illégale était bien réelle et elle fut confirmée par l'inspecteur en charge. Sans oublier que nous savions que 72 personnes de Montréal avaient été arrêtées le matin même alors qu'elles dormaient à l'Université de Toronto. Des agents, ignorant volontairement mon badge visible de presse alternative, déclaraient que le fait d'avoir un numéro de défense légale écrit sur sa peau (pour téléphoner à un avocat) pouvait se mériter une arrestation et qu'ils voulaient nous arrêter massivement et confisquer mon ordinateur portable ; ce qui fut évité heureusement à la suite des pressions légales et populaires des résidants et résidentes du quartier.

Trois personnes de Québec et deux de Lévis ont été arrêtées, sur environ 45 ayant fait le déplacement en autobus nolisé : trois, le samedi, quand la police arrêtait tout le monde dans les rues, près des manifestations ; une, le dimanche matin, parmi les gens arrêtés durant leur sommeil à l'Université de Toronto, et une autre, juste avant le départ de l'autobus, car elle eut la malchance d'être au coin de la rue quand la police lança son raid de l'endroit. Enfin, Paul-Émile Auger n'a pu monter dans le bus pour Québec vu les barrages policiers.

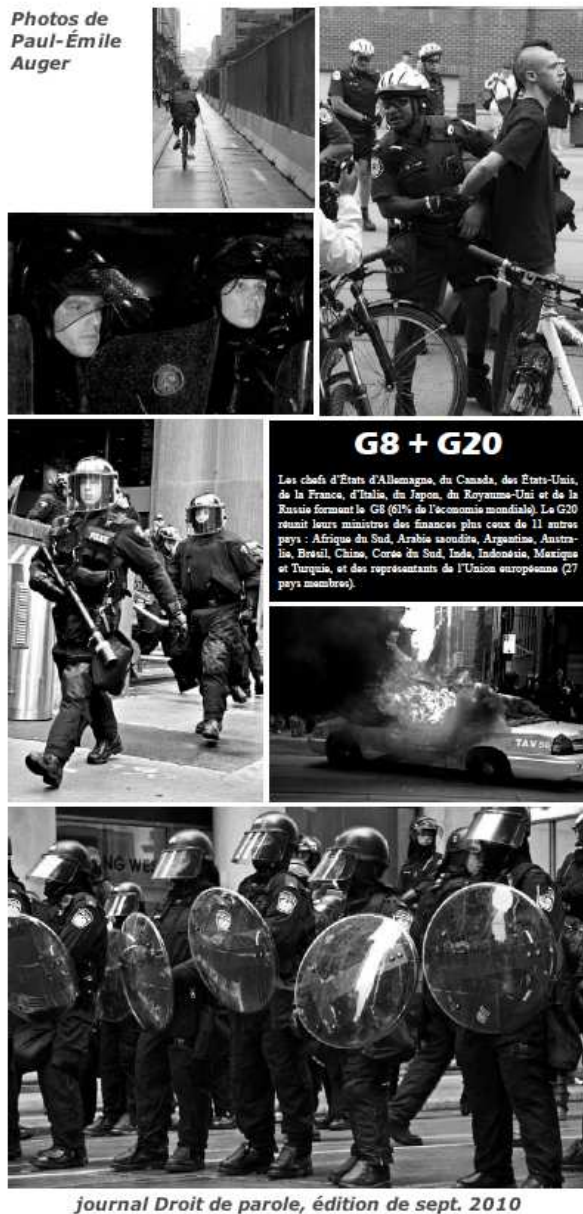
Les agents des forces antiémeutes et policières se sont sentis tout-puissants. Sauf que, maintenant, face à la population et aux recours collectifs devant la justice, ces agents et certains politiciens vont se sentir moins dominants. Nous allons les remettre à leur place, sous le droit.

- Michaël Lessard, reporteur bénévole

Centre des médias alternatifs du Québec www.cmaq.net

Merci à Richard Amiot, du journal Droit de parole, pour ses révisions.

Photos de Paul-Émile Auger



Notes de voyage

Lors de la session du groupe international Foi et Politique, tenue à l'occasion du Forum social des Amériques, les propos suivants ont été recueillis.

Les défis auxquels l'Amérique latine est confrontée sont les suivants :

Il existe un scandale éthique qui sévit au niveau mondial. On rencontre une polarisation croissante entre les riches et les pauvres, qui sont plus de 80 % de l'humanité. On observe une hypocrisie croissante du système capitaliste. Aujourd'hui, un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants ne mangent pas à leur faim sur terre. Pourtant il serait facile de venir à bout de la misère dans le monde. Dix des quinze pays les plus inégalitaires de la planète se trouvent en Amérique latine. Mais dans plusieurs pays, nous sommes passés de la critique à la construction d'alternatives sociales et économiques. Nous vivons la crise du système financier international, mais les pays qui sont entrés dans un processus de transformation sociale ont beaucoup moins souffert des effets de cette crise que ceux dont les gouvernements se sont pliés aux exigences délirantes et irresponsables du néolibéralisme.

Il y a une limite à l'exploitation des ressources naturelles. Nous entrons dans un processus d'espérance. Il faut changer les valeurs de consommation, les relations sociales, la démocratie et les États. Resurgit encore le concept autochtone du « Buen vivir ». Il faut dépasser la vision capitaliste du monde. Nous devons poursuivre les processus de changements sociaux et éviter la fragmentation de nos groupes. La Bolivie expérimente actuellement un processus de changement. L'ALBA, l'Alliance bolivarienne, se veut une intégration des différentes nations latino-américaines au service de l'être humain. Le Venezuela, la révolution cubaine, sont des phares sur notre route. Nous avons créé la Banque du Sud et demain nous aurons une monnaie commune, le « sucre ». Actuellement, les processus qui ont contribué à la domination du Nord sur les pays du Sud se poursuit, entre autres, parce que nous utilisons le dollar américain dans nos transactions entre pays.

On observe une remilitarisation des États-Unis d'Amérique qui redéplient ses armées avec de nouvelles bases américaines en Colombie, Panama, Costa Rica, Haïti, Honduras, et avec la présence de la IVe flotte américaine le long de nos côtes. Haïti est occupé militairement depuis le tremblement de terre de janvier 2010. On observe un retour des gouvernements de droite au Chili, à Panama et au Honduras, à cause du coup d'État de juin 2009.

Nous sommes rendus au point où nous devons prendre des décisions concernant le dépassement de l'idéologie de la croissance infinie encouragée par le marché. Nous devons viser une société et un système écosocialiste qui implique des relations qualitativement distinctes entre les êtres et avec l'environnement. Monsanto a essayé de donner des semences transgéniques aux paysans haïtiens lors du dernier tremblement de terre. (Ses semences ne repoussent pas et elles doivent être achetées au prix fort année après année.) Il faut choisir notre camp, celui du capitalisme ou celui d'une société alternative, écosocialiste et écoféministe.



Principaux défis et menaces au processus de transformations sociales :

Il existe un réel danger de perdre la mémoire des luttes qui ont été menées par les générations précédentes. La menace de déshumanisation, de perte des valeurs qui nous sont les plus chères, par l'invasion des valeurs mercantiles. Le narcotraffic appartient à la nébuleuse capitaliste comme moyen d'enrichissement pour les puissants et d'asservissement des peuples. Le développement accéléré de la criminalité est à la fois une conséquence de l'affaiblissement des États et de leur filet social, et un excellent prétexte pour contrôler, voire anéantir, les mouvements sociaux qui résistent aux changements imposés par l'économie néolibérale. Toute cette violence sert également les intérêts des marchands d'armes. Nous observons une perte des valeurs, des us et coutumes, qui nous aident à maintenir notre cohésion et notre identité. Parallèlement à cela, on assiste à une militarisation de la société. Les gens ne questionnent pas les fonctions qu'exercent les militaires dans nos pays. Pourquoi entretient-on la peur et les menaces entre pays frères ?

Les médias de masse nous font perdre notre esprit critique. Les puissants nous abrutissent avec leurs chaînes de télévision, leurs journaux et leurs radios. Un peuple abruti ne représente plus une menace pour les puissants. On valorise une sexualité sans amour et sans lendemain, à l'encontre des valeurs familiales. La drogue pour accéder au bonheur et la violence comme moyen de résoudre nos conflits. On déplore également la fragilité des médias communautaires, le fondamentalisme religieux qui constitue une fuite du monde. La gauche se divise avec beaucoup de facilité et la droite s'unit avec une facilité déconcertante.

Le défi de l'éducation, entre autre chose, a été souligné par plusieurs intervenants et intervenantes. Si l'on veut changer le monde et les valeurs qui le structurent, il faut aussi arriver à transformer la pédagogie elle-même où on enseigne davantage la compétition et non la solidarité. Il faut continuer à former nos gens. La décolonisation des esprits est un travail tout aussi important. Il faut désapprendre ce que l'Occident nous a enseigné pour arriver à déstructurer les schémas de sa rationalité qui occupe notre esprit. Pour ce faire, il faut fournir aux gens des sources d'informations alternatives, car l'information est ce qui forme l'opinion. Il faut arriver à penser la politique d'une autre manière. Les Églises doivent dire aux peuples une parole d'espérance et non de résignation. Les puissants condamnent la Théologie de la Libération. Les moyens de communication devraient éduquer le peuple au lieu de l'aliéner avec de fausses valeurs.

L'alphabétisation consiste à apprendre à lire la réalité. (Paulo Freire).

Il faut arriver à ouvrir les chemins du dépassement des mécanismes pervers d'exclusion sociale en créant une conscience nouvelle. Il ne faut pas s'attendre à ce que les changements viennent des gouvernements ou du marché. Les gens doivent apprendre à former des communautés de vie. Selon Pépé Mujica, président de l'Uruguay, le plus grand défi de l'humanité demeure d'apprendre à vivre ensemble, en respectant la personnalité et la pluralité des identités.



Propos recueillis et traduits par Yves Carrier

Propos recueillis lors de la rencontre :

- Les membres du G-8 sont les plus grands marchands d'armes au monde et plusieurs d'entre eux sont membres du Conseil de Sécurité des Nations unies. Le G-8 n'écoute pas les messages des ONG. Le mouvement des femmes était très présent aux manifestations anti-G-8 et anti-G-20, de même que nombre de syndicats, d'altermondialistes, d'écologistes et d'anarchistes.

- Est-ce que certains casseurs n'étaient tout simplement des alliés et des alliées de la police ? Ce n'est pas impossible. Cela s'est déjà vu ailleurs. Les poursuites massives contre la police de Toronto visent à dissuader une telle conduite de la police de Toronto.

- Les lois ont été modifiées à la dernière minute, donnant des pouvoirs d'arrestation démesurés à la police. Ce ne sont pas tout les policiers qui abusent de leurs pouvoirs, mais certains en retirent un certain plaisir. À Toronto, cela ressemblait à un jeu. Les dépenses d'un milliard pour la sécurité ont été justifiées par la casse. Si rien n'avait été brisé, la police aurait parue inutile.

- Certains et certaines font le parallèle avec Québec 2001. La surveillance policière s'accroît. Les véritables casseurs ont étrangement échappé aux arrestations. Le message du maire et du chef de police décrivait les manifestants et manifestantes comme une horde de voyous venus pour détruire la ville. Il y a eu aussi toute la propagande pour faire peur aux manifestants et à la population en générale. Pourquoi tient-on ces sommets en pleine ville ? Qu'est-ce que les autorités cherchent à démontrer par cette image de force ? Assistons-nous à un dérapage autoritaire ?

- 20 000 manifestants au regard des enjeux soulevés par la mondialisation ? Est-ce que les manifestations influencent vraiment l'agenda des puissants ? Y a-t-il d'autres moyens que la manifestation pour être entendus ? Quelles tribunes nous sont offertes ? C'est nous la société, nous devons agir avant qu'ils et elles nous enlèvent la démocratie et la liberté d'expression. Nous sommes dans une démocratie représentative et non participative. Est-ce que les consultations se font sur la base de la justice ou du profit des entreprises ?

- Au Canada, pas plus de 20 % des gens savent ce qu'est le G-8. Les gens ne sont pas informés. L'utilité d'une manifestation : utile et nécessaire, mais cela n'influence pas toujours autant qu'on aimerait. Le problème c'est que nous sommes toujours dans la position de contestation.

- En Amérique latine on assiste à une criminalisation des manifestations. Assisterons-nous à la même tendance ici ? Les gens au Canada ont trop à perdre pour risquer de se faire emprisonner. Ce ne sont pas eux qui souffrent le plus des effets de la mondialisation.

- Comment acquérir le pouvoir et comment le conserver ? Le pouvoir a besoin d'un ennemi identifiable pour conserver le pouvoir au moyen de l'idéologie. La menace terroriste remplit cette fonction. Les théories de la société civile s'inspirent de l'expérience de Solidarité en Pologne. Le gouvernement serbe est tombé à cause des manifestations quotidiennes des Serbes. Malgré les essais de susciter la violence chez les manifestants et manifestantes par des éléments perturbateurs, cela n'a pas fonctionné. Il faut s'impliquer partout et tout le temps.



- Y a-t-il moyen de sortir du capitalisme ? Il faut trouver une méthode d'intervention qui va au-delà des manifestations et où nous serons entendus et respectés dans notre opinion. Il faut trouver des actions concrètes qui visent le changement social au lieu de la simple contestation.

- Le sens à donner aux actions des manifestants et manifestantes. Ce sont toujours les grands médias qui nous interprètent le sens des manifestations. C'est à nous d'y donner le sens que nous voulons.

Forum social des Amériques

- Le Paraguay compte 6 millions d'habitants et se situe en Amérique du Sud, au sud du Brésil et au nord de l'Argentine. Asunción, sa capitale, fut fondée en 1537, bien avant Buenos Aires. Ce pays a connu une histoire très pénible et ce peuple n'a pas vraiment connu la liberté. Les dictatures s'y sont succédé jusqu'en 1989. Le Forum social des Amériques a été la plus grande rencontre internationale qu'ait connu ce pays. Les gens nous remerciaient de venir les visiter et de briser leur isolement. Fernando Lugo, ancien évêque, est un président socialiste élu il y a deux ans, mais il n'est pas majoritaire au parlement. Le pays connaît d'importants retards quant à son développement social et économique. Ses terres fertiles sont la proie de la convoitise de l'agro-business brésilien, entre autres, qui a introduit le soya transgénique et la monoculture dans l'ouest du pays avec de graves conséquences sur les petits paysans qui y habitent. C'est le royaume de Monsanto.

- Les Paraguayens parlent deux langues, le guarani et l'espagnol. Cette caractéristique les distingue de leurs voisins, même si le guarani est parlé dans les régions limitrophes, anciennes provinces que le Paraguay a perdues lors de la guerre de la Triple Alliance au 19e siècle avec le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. Le Paraguay fut attaqué par ses voisins sous l'impulsion de l'Angleterre qui voulait y écouler ses produits d'exportation. Le Paraguay a perdu lors de cette guerre de 1865-1870, 70 % de sa population et la moitié de son territoire. Une vague d'immigrantes et d'immigrants allemands est ensuite venue combler une partie du vide démographique.

- Stroessner a gouverné le Paraguay de 1954 à 1989. Sa dictature a fait plus de 3000 victimes. Le Parti Colorado a ensuite pris la relève pour perpétuer les injustices.

- Le président Lugo, élu en 2008, a instauré un régime de santé universelle depuis janvier 2010.

- Contrairement à Toronto, les médias nationaux n'ont pas parlé du Forum social des Amériques, même si trois présidents latino-américains y ont participé.

- Les mouvements sociaux et les Autochtones des Amériques ont convergé vers Asunción et cela a eu un véritable impact sur la motivation des militantes et militants paraguayens. Entendre des représentants d'autres peuples opprimés venir leur dire que le changement est possible, c'est éminemment libérateur.

- Le Forum social a permis une prise de conscience sur bien des aspects quant à la prise en main par le peuple de ses ressources naturelles, de sa culture et de son éducation par lui-même. Il a appris à ne plus se laisser faire docilement par les riches et les puissants qui ne cessent de l'abuser.



- Le développement capitaliste actuel est en guerre contre les paysans du Tiers-Monde pour les spolie de leurs dernières richesses. Cela fait naître un puissant mouvement de résistance qui possède une vision commune dans plusieurs pays des Amériques qui s'appuient sur une cosmovision différente et une culture de la solidarité.

- Lorsqu'on rencontre les représentants des peuples autochtones, on réalise la fierté qui est la leur d'avoir survécu à cinq siècles d'oppression et de maintenir vivante une culture millénaire qui ne détruit pas l'environnement avec lequel ils entretiennent un rapport sacré. Le « Buen vivir » est leur façon d'envisager la vie en communauté où il n'y a pas de pauvres ni d'exclus, car tous et toutes partagent le travail et ses fruits. La rationalité occidentale et même sa théologie monothéiste sont contestées par cet éveil autochtones à cause de l'hégémonie et l'homogénéité que cela a provoquées. La crise des valeurs occidentales et la crise environnementale ne sont que les deux faces d'une même médaille d'une civilisation et d'un empire en décadence qui court à sa propre perte.

- L'empire américain est en décadence et il est dangereux, car il est fondé sur un égoïsme profond. Si un pays souhaite s'extraire du système capitaliste, il est aussitôt mis en échec par le système de domination.

- Ne devrions-nous pas commencer à écouter nos Autochtones ? Écouter l'autre, la culture niée des Autochtones, c'est déjà lui rendre un peu de sa dignité. La rationalité occidentale a bafoué la sagesse millénaire de ces peuples parce qu'elle ne correspondait pas à son désir de dominer la Terre. Cette rationalité nous apprend à dominer l'autre et non pas à collaborer avec lui ou elle. Son but est l'enrichissement personnel plutôt que le mieux-être de tous. Sa



mauvaise conscience lui fait contempler la misère qu'il provoque lui-même dans les pays du Tiers-Monde, mais le capitalisme rejette sa responsabilité. Il conquiert et détruit, s'approprié et spolie les peuples natifs de leurs biens sans que cela lui importe. Si l'indigène se rebelle, on l'écrase sans aucun état d'âme.

- Pour les Autochtones, le bien commun est au-dessus du bien individuel. La survie de l'individu dépend de la prospérité du groupe. Ils sont beaucoup plus sobres dans leurs aspirations matérielles.

- Le Forum social des Amériques c'est 300 ateliers en quatre jours, 20 ateliers en même temps, 5 fois par jour. C'est une université intensive où tout le monde peut s'exprimer à partir de son expérience et d'où il a les pieds. C'est notre rencontre mensuelle au CAPMO exposant 10. C'est un remue-méninges intensif.

- Les trois présidents représentent trois mouvements de masse différents. Si on regarde José Mujica, président de l'Uruguay, c'est un ancien Tupa Amaru, gauche marxiste traditionnelle qui s'opposa à la dictature militaire; Fernando Lugo, ancien évêque, représente la Théologie de la Libération et les communautés ecclésiales de base, gauche chrétienne; Evo Morales de la Bolivie, c'est le mouvement indigène et sa fierté qui arrivent dans l'histoire moderne des peuples andins, gauche autochtone. Ces trois présidents représentent ces trois mouvements réunis pour changer la société latino-américaine, la plus inégalitaire au monde. Au Chiapas, ces trois mouvements se sont réunis le 1er janvier 1994 contre l'Accord de libre-échange néolibéral d'Amérique du nord. Il y a de l'espoir en Amérique latine avec tous ces gouvernements de gauche et le Québec fait partie de l'Amérique latine. N'oublions pas que le Québec sert de modèle à bien des pays au niveau international.

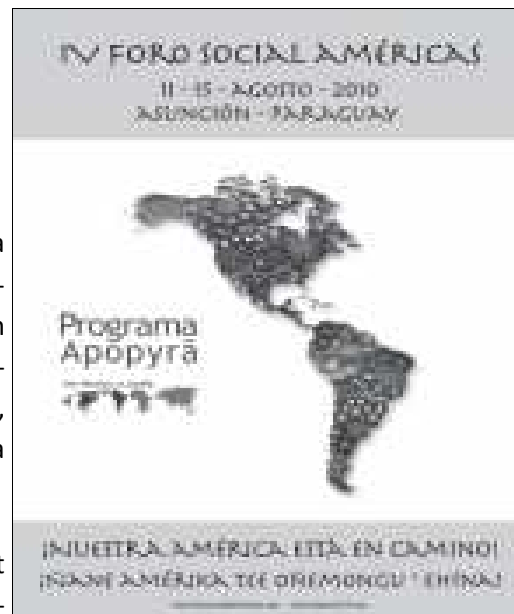
Notre Amérique est en marche ! Nuestra América está encamino! ¡Ñane Amérika TeeOñemongu' Ehína!

Les mouvements sociaux présents au IVe Forum social des Amériques, à Asunción, Paraguay, réaffirment leur solidarité et leur engagement envers le peuple paraguayen devant l'urgente nécessité d'avancer dans son processus de changements profonds, vers la récupération de la souveraineté sur son territoire, ses biens communs, ses ressources énergétiques, et dans la réalisation de la réforme agraire et la démocratisation de la richesse.

Nous sommes un continent où, au cours des dernières décennies, s'est produite une rencontre entre les mouvements sociaux et les mouvements indigènes, qui à partir de leurs connaissances ancestrales et de leur mémoire historique, questionnent radicalement le système capitaliste. Au cours des dernières années, les luttes sociales renouvelées ont conduit à la défaite électorale de gouvernements néolibéraux et à l'émergence de gouvernements qui ont mené à terme des réformes positives comme la nationalisation de secteurs vitaux de l'économie et des redéfinitions constitutionnelles transformatrices. Mais sur le continent, la droite se réorganise de manière accélérée pour freiner n'importe quel processus de changements. Elle continue d'agir à partir de ses enclaves politique, économique, médiatique, judiciaire, auxquelles il faut ajouter une nouvelle offensive impérialiste – inclusivement militaire – à son avantage. Depuis le dernier Forum social des Amériques réalisé au Guatemala en 2008, nous avons assisté au coup d'État au Honduras, à l'augmentation de la présence militaire américaine de long en large de notre Amérique. Se multiplient des accords visant l'installation de bases militaires et la IV^e Flotte américaine navigue le long de nos côtes. Ceci constitue un effort systématique de déstabilisation de la démocratie sur le continent, à chaque jour, on réprime et on criminalise davantage les mouvements sociaux.

Nous dénonçons le caractère illégitime du président de facto du Honduras, Porfirio Lobo, nous reconnaissons la résistance du peuple hondurien et nous appuyons sa lutte pour une refonte constitutionnelle qui établit une véritable démocratie en ce pays.

Nous nous solidarisons avec la lutte du peuple d'Haïti qui n'a pas besoin d'une intervention militaire et d'une occupation économique pour sa reconstruction. Au contraire, nous exigeons que la souveraineté du pays soit respectée et que les autres pays réalisent une coopération solidaire dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, et tous ceux et celles qui le requièrent. Nous exigeons l'annulation inconditionnelle de la dette et nous rejetons le nouveau processus d'endettement illégitime.



Pour compléter cette offensive combinée de la droite et de l'impérialisme, la vague de traités de libre-échange se poursuit dans toutes ses variantes. Ceci est la caractéristique centrale de la stratégie de l'Union européenne, l'autre puissance néocoloniale qui opère en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les bras exécuteurs que sont les institutions financières internationales telles que : la Banque mondiale, Le Fonds monétaire international, les banques régionales de « développement » et les groupes bancaires privés, sont en train de créer un nouvel endettement énorme qui a des impacts directs sur les peuples et sur l'environnement.

Toutes ces menaces sont liées à un même modèle de développement primaire et exportateur, excluant et déprédateur, qui s'approfondit en de nombreux endroits, en expulsant les populations, provoquant le déracinement et des migrations vers les mégalo-poles. La crise systémique actuelle démontre l'épuisement du modèle capitaliste – et plus spécifiquement de ses centres de pouvoir : les banques, les multinationales et les gouvernements du G8. Aujourd'hui plus que jamais, sont visibles ses tentatives d'amener le monde entier à une limite, incluant la menace d'une guerre nucléaire de la part des États-Unis.

La défense des ressources naturelles face au capitalisme carnassier est devenue l'axe central de l'agenda des luttes d'un nombre sans cesse croissant d'organisations populaires et de mouvements sociaux. Se renforce le front commun contre la destruction de la nature et contre les fausses solutions d'un « environnementalisme de marché » et du « capitalisme vert », comme les marchés de carbone, les agro-combustibles, les semences transgéniques et la géo-ingénierie, qui sont mises de l'avant à partir des centres du système capitaliste, eux-mêmes responsables du réchauffement climatique.

Nous dénonçons le fait que les gouvernements des pays du Nord industrialisé, au lieu de penser à affronter les graves effets du changement climatique, cherchent à fuir leurs responsabilités et à développer de nouveaux mécanismes de marché du carbone pour faire plus de profits, comme le programme de « Réduction des émissions par la déforestation et la décomposition » (REDD), qui promeut la marchandisation et la privatisation des forêts et la perte de souveraineté sur nos territoires. Nous rejetons de tels mécanismes.

Nous exigeons que les pays développés réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre contaminant et qu'un Tribunal international sur la Justice climatique soit constitué. Nous réaffirmons les propositions de l'Accord de Cochabamba, produit de la Conférence mondiale des Peuples sur le Changement climatique et pour la Défense des droits de la Terre-Mère, lesquels reconnaissent que les solutions réelles face au réchauffement global sont la justice climatique, la souveraineté alimentaire, la récupération de territoires occupés par les bases américaines ou des entreprises multinationales, la réforme agraire, l'agriculture paysanne, l'intégration latino-américaine et la solidarité entre les peuples.

Les mouvements sociaux se trouvent devant une occasion historique pour développer des initiatives d'émancipation à l'échelle internationale. Seules les luttes de nos peuples vont nous permettre d'avancer vers le « Ybymarane'y » (La Terre sans mal) et rendre effectif le « Tekoporâ » (« Buen vivir »). Nous nous engageons à renforcer la lutte pour la souveraineté de nos peuples, la souveraineté alimentaire, la souveraineté énergétique et la souveraineté de la femme sur son corps et sa vie et pour la reconnaissance de la diversité sexuelle.

Nous construisons des alternatives qui partent des expériences accumulées dans les résistances, à partir des interrelations des différentes perspectives anticapitalistes, antipatriarcales, anticoloniales et antiracistes, en même temps que nous avançons dans la recherche d'un autre paradigme centré sur l'égalité, le « Buen vivir », la souveraineté et l'intégration continentale fondée sur le principe de la solidarité entre les peuples.